

Entre d'une part,

[La Collectivité], domiciliée , représentée par
, dûment autorisé, par délibération aux fins présentes,
ci-après désignée « [Nom de la Collectivité] » ou « la Collectivité ».

et d'autre part,

Nouvelle Aquitaine THD, société publique locale au capital social de 15 600 000 Euros, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 810 704 320, dont le siège social est sis 5 place Jean-Jaurès 33000 Bordeaux, représentée par Monsieur Gabriel GOUDY, son Directeur Général, dûment habilité aux présentes, au nom et pour le compte de NATHD,
ci-après dénommée « **Le Fournisseur** ».

Le Client et NATHD sont collectivement dénommées ci-après « **les Parties** ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Le Fournisseur fournit des services de communications électroniques dans le cadre de réseaux de communications électroniques créés ses actionnaires et exploités dans le cadre de conventions de délégation de service public.

Le Fournisseur est attributaire d'un contrat de concession avec [DELEGANT] relatif à l'exploitation d'un réseau de communications électroniques sur le territoire de [DPT/REGION] conclue le [DATE CONVENTION DSP] (ci-après la « **Convention de DSP** »).

A ce titre, le Fournisseur propose notamment, des solutions d'interconnexions en Fibre Optique à l'ensemble des sites publics de [DPT/REGION] dont l'offre NetCity Infra qui fait l'objet de la présente Convention.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

1. DEFINITIONS

En complément des définitions des Conditions Générales, les termes suivants, utilisés dans les présentes Convention, auront la signification qui suit :

Chambre : désigne tout type d'Infrastructure de génie civil souterrain destiné soit aux boîtiers de raccordement, soit au tirage des câbles à fibres optiques ou fourreaux, dont l'usage est partagé entre plusieurs opérateurs ;

Collectivité Locale Délégante : désigne, dans le cadre des délégations de service public, la personne publique autorité délégante, propriétaire du réseau exploité par le Fournisseur, support du Service ;

Convention : désigne le présent document et ses Annexes ;

Connexion : désigne le branchement des Liaisons au Réseau de communications électroniques du Client ou à des fibres optiques tierces, ce branchement intervenant notamment à chaque extrémité de la Liaison ou à chaque extrémité des Liens Optiques composant la Liaison ;

Commande : désigne une demande adressée par la Collectivité à le Fournisseur relative à l'exécution du Service désigné et soumis aux Convention et aux Conditions Générales ainsi qu'à leurs Annexes ;

Contrat : désigne l'ensemble des documents contractuels listés à l'Article 3 et liant les parties relativement à la fourniture du Service ;

Défaut Majeur : désigne une coupure permanente de la transmission du signal ;

Défaut Mineur : désigne une dégradation de la transmission du signal sans interruption du Service ;

Droit de Passage : désigne tous les droits octroyés au Fournisseur par toute entité publique ou privée nécessaires à la pose et à l'exploitation du Réseau sur les domaines publics et privés. Le Fournisseur garantit détenir l'ensemble des Droits de Passage concernés par le Service. Les contrats conclus avec les gestionnaires du domaine public imposent des contraintes importantes de droit public français auxquelles la Collectivité acceptent de se soumettre dans le cadre des Commandes ;

Droit d'Usage ou IRU : désigne le droit d'usage exclusif à long terme consenti par le Fournisseur à la Collectivité, au titre duquel le Client bénéficie de la pleine jouissance des Liaisons Optiques et supporte tous les risques et frais y afférents en lieu et place du Fournisseur, étant entendu que la Collectivité Locale Délégante demeure pleinement propriétaire des Liaisons Optiques dont elle retrouve la jouissance à l'expiration du Contrat ;

Equipement Actif : désigne un équipement technique appartenant au Fournisseur permettant d'utiliser et activer un Lien Optique ;

Equipements du Fournisseur ou Equipement : désigne tout équipement, mutualisé ou dédié, sous la responsabilité du Fournisseur ou de ses fournisseurs et utilisé par le Fournisseur pour rendre le Service.

Equipement Linéaire : désigne une Chambre de raccordement, une Chambre de tirage ou une Chambre d'épissurage nécessaire au fonctionnement, à la Maintenance, à la Réparation, à la réinstallation, la relocalisation, la protection et l'enlèvement des fibres optiques, ne comprenant ni les câbles contenant les fibres, ni les fibres elles-mêmes ;

Fibre Optique Noire ou FON : désigne une fibre optique noire de type monomode, dépourvue d'activation par des Equipements Actifs ;

GFU : désigne un Groupement Fermé d'Utilisateurs ;

Heure Ouvrable : désigne la période de 8h à 18h les Jours Ouvrables ;

Heure Ouvrée : désigne la période de 8h à 18h les Jours Ouvrés ;

Incident : désigne tout Défaut de fonctionnement d'une infrastructure qui donne lieu à une opération de Maintenance Curative ;

Informations Préalables Enrichies ou IPE : désigne, dans le cadre de la mutualisation des réseaux FTTH, les informations sur l'éligibilité des logements à la fibre optique (adresse fibrée ou en cours de déploiement). Ces informations sont contenues dans un fichier que s'échangent les opérateurs contenant notamment l'information de l'identifiant de l'adresse ainsi que, selon les opérateurs, des informations liées à l'immeuble.

Infrastructure Fibre ou Réseau : désigne l'ensemble des Equipements linéaires, fourreaux, câbles et FON de la Collectivité Locale Délégente.

Jour Ouvrable : désigne tout jour à l'exception du dimanche ou de tout autre jour férié en France ;

Jour Ouvré : désigne tout jour à l'exception du samedi et du dimanche et de tout autre jour férié en France ;

Liaison Optique : désigne l'ensemble continu d'un ou plusieurs Liens Optiques et des Equipements Linéaires permettant d'assurer l'exploitation. Dans le cadre des délégations de service public, elle est la propriété de la Collectivité Locale Délégente.

Lien Optique : désigne une FON terminée par un connecteur ou une épissure entre deux points déterminés ;

Ligne NetCity Infra : désigne la liaison optique faisant l'objet d'un Droit d'Usage par le Client ;

Maintenance Curative : désigne l'ensemble des opérations d'entretien effectuées suite à des Incidents affectant l'utilisation du Service. La Maintenance Curative comprend toutes les Réparations Temporaires ou Permanentes ayant pour but de rétablir les Liaisons Optiques à la suite d'un Défaut détecté au cours de la Maintenance Préventive ou notifié par la Collectivité ;

Maintenance Préventive : désigne l'ensemble des opérations d'entretiens effectuées en préventions d'Incidents pouvant affecter l'utilisation du Service ;

Niveau d'Engagement de Service : désigne les services d'assistance, de Maintenance Préventive et de Maintenance Curative, tels qu'ils sont définis en Annexe 3 ;

Nœud de Raccordement d'Abonnés ou NRA : désigne les Répartiteurs téléphoniques où sont concentrés tous les raccordements d'abonnés et de lignes d'infrastructures, quel que soit l'opérateur ;

Nœud de Raccordement Optique ou NRO : désigne le site qui héberge l'équipement d'accès actif d'un Opérateur Commercial à partir duquel il active les accès de ses abonnés. Il est la propriété de la Collectivité Locale Délégente.

Notification de Réparation : désigne la notification faite à la Collectivité par le Fournisseur pour indiquer qu'une Réparation Temporaire ou une Réparation Permanente a été effectuée et testée avec succès ;

Point de Branchement Optique ou PBO : désigne le boîtier auquel le PBR relié à un objet connecté ou le local professionnel du Client Final doit être raccordé pour la mise en service des offres de la Collectivité. Ce terme est synonyme de boîtier d'étage. Le Client pourra être amené à y accéder selon les conditions du présent Contrat.

Point de Branchement de Rue ou PBR : désigne le coffret contenant l'équipement actif et le point de terminaison optique, destiné à la connectivité d'objets connectés dans le cadre de la composante NetCity Infra PM+.

Point d'Aboutement (PA) : désigne la limite physique aval du Service ; selon sa version, il s'agit soit d'un PBO, soit d'un BPE.

Point de Livraison : désigne la limite physique amont du Service ; selon sa version, il peut être soit un connecteur dans la baie de transport d'un NRO, soit un connecteur dans un PM ;

Point de Mutualisation ou PM : désigne le point sur lequel les liens fibres optiques de la boucle locale optique sont concentrés pour être livrés à la Collectivité ou collectés pour une livraison au NRO ;

Point de Présence (POP) : désigne le dernier site de transmission actif propre au Fournisseur avant le point terminal sur le Réseau du Fournisseur ;

Réparation : désigne une Réparation Temporaire ou une Réparation Permanente ;

Réparation Permanente : désigne un rétablissement de la fibre tel qu'aucune attention supplémentaire ne sera requise par le Fournisseur à la suite du Défaut initial ;

Réseau : désigne un ensemble d'Infrastructures de télécommunications ;

Service ou Service NetCity Infra : désigne les solutions d'interconnexion en Fibre Optique fournies par le Fournisseur telles que définies à l'Article 4 ;

Ticket ou Ticket d'Incident : désigne le fichier électronique, transmis via l'outil de ticketing, échangé entre la Collectivité et le Fournisseur, permettant au premier de déclarer au second un Défaut ;

Travaux Programmés : désigne tout Travaux de Réparation ou de modification dont l'intervention est notifiée à l'avance, respectant un préavis précisé dans la présente Convention ;

Travaux de Réparation : désigne tout travaux ayant pour vocation la Réparation de tout ou partie du Tronçon concerné par la Commande ;

T0 : désigne la date et l'heure de déclenchement d'une intervention de Maintenance Curative par la réception ou la création d'un Ticket par le Fournisseur ;

2. OBJET

La présente Convention a pour objet de définir l'ensemble des termes du Service NetCity Infra, le « Service », par lesquels le Fournisseur fournit un Droit d'Usage à **[Nom de la Collectivité]** sur une Liaison Optique du réseau exploité par Le Fournisseur, avec un niveau d'engagement de service associé.

3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont constitués :

- Des Commandes passées conformément aux modalités définies entre les Parties, et leurs documents annexés ;
- De la présente Convention ;
- Des Annexes de la présente Convention ;

Les documents contractuels ci-dessus prévalent les uns sur les autres selon l'ordre dans lequel ils sont cités.

L'ensemble de ces documents, à l'exception des Commandes, est remis au Client lors de la signature de la Convention.

Les Annexes de la Convention se décomposent comme suit :

- Annexe 1 : Conditions tarifaires
- Annexe 2 : Bon de Commande
- Annexe 3 : Maintenance

4. DESCRIPTION DU SERVICE

Il est rappelé que la disponibilité des profils des offres et options suivants dépend de leur inscription au catalogue de service de Le Fournisseur.

Le Service NetCity Infra comprend dans son ensemble la mise à disposition d'un Droit d'Usage d'une Liaison Optique entre un Point de Livraison ou « PL » et un Point d'Aboutement ou « PA », au Niveau d'Engagement de Service décrit en Annexe 3, selon l'option de Garantie de Temps de Rétablissement (GTR) souscrite.

Le Service NetCity Infra est disponible en 2 versions distinctes :

- NetCity PM+, dont le PL est un connecteur dans un PM, et dont la fibre optique noire est une fibre non affectée à un Logement. Seule la souscription de la version NetCity PM+ permet la mise en place d'un Service NetCity Street sur ladite fibre optique noire. Le Fournisseur prend à sa charge les éventuels frais de désaturation permettant de rendre disponible NetCity PM+ ;
- NetCity NRO: dont le PL est un connecteur dans la baie de transport d'un NRO.

Chaque version de Service dispose :

- d'une tarification spécifique en Annexe 1 de la présente Convention ;
- d'un niveau d'engagement spécifique par défaut, décrit en Annexe 3 ;
- d'options de GTR différentes décrites en Annexe 3, à des tarifs indiqués en Annexe 1.

Il est précisé que les raccordements seront nécessairement réalisés par le Fournisseur dans le cadre des Conventions de Service « NetCity Street » et « NetCity Business ».

4.1 Modalités Juridiques du Droit d'Usage

Les Parties conviennent que la Collectivité dispose d'un droit d'usage personnel, irrévocable et permanent sur la durée déterminée à l'Article 4.3. sur les Liaisons Optiques mises à sa disposition.

Ce Droit d'Usage exclusif consiste en l'utilisation par la Collectivité des Liaisons Optiques mises à sa disposition uniquement pour ses propres besoins en matière de communications électroniques et de services connexes.

Ce Droit d'Usage exclusif ne confère aucun droit de propriété à la Collectivité sur les biens mis à sa disposition qui sont des biens de retour de la Collectivité Locale Délégante.

La Collectivité s'engage à ce que son utilisation des Liaisons Optiques mises à disposition n'affecte pas l'usage du Réseau Fibre du Fournisseur.

Les Parties conviennent expressément que la Collectivité assumera irrévocablement toutes les responsabilités relatives à toute action, poursuite, procès, litige, plainte ou enquête ou autre obligation se rapportant à l'utilisation desdites Liaisons Optiques mises à disposition dans le cadre du Service.

A la fin normale ou anticipée d'une des Délégations de Service Public dont le Fournisseur est titulaire et au titre de laquelle il commercialise les Services, la Collectivité Locale Délégante organisera la reprise par elle-même ou son nouveau délégataire des droits et les obligations du Fournisseur au titre du présent Contrat, ce que le Client accepte d'ores et déjà expressément. Cette reprise se traduira par :

- a) la conclusion de la Collectivité Locale Délégante ou de son nouveau délégataire avec le Client, d'un contrat Net City dans des conditions similaires à ceux du présent Contrat, sans modification substantielle, sauf modification imposée par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, et ;
- b) b) un transfert à la Collectivité Locale Délégante ou son nouveau délégataire des Commandes en cours. Dans une telle hypothèse, le Client sera informé préalablement et par écrit par le Fournisseur ou la Collectivité Locale Délégante.

La Collectivité Locale Délégante, est réputée avoir accepté préalablement à la reprise des droits et obligations du Fournisseur (à la date de signature des présentes ou le cas échéant à la date de signature de la Délégation de Service ou de son avenant) les termes du présent Contrat et devra les reprendre en l'état sans modification substantielle.

En cas de cession ou de transfert du réseau FTTH à l'initiative de la Collectivité Locale Délégante, celle-ci informera le cessionnaire de l'existence, de l'étendue et de la durée du Droit d'Usage Spécifique dont bénéficie le Client préalablement à ladite cession. Cette information sera notifiée au cessionnaire par lettre recommandée avec avis de réception, avec information concomitante au Client. La Collectivité Locale Délégante organisera la cession afin qu'elle soit conditionnée (i) à l'engagement du cessionnaire de conclure avec le Client, un contrat NetCity dans des conditions similaires à ceux du présent Contrat et (ii) à la reprise par le cessionnaire des Commandes en cours, sans modification substantielle, ce que le Client accepte d'ores et déjà.

4.2 Commande

4.2.1 Bon de Commande

La Collectivité passe commande au Fournisseur d'un ou de plusieurs Services NetCity Infra via un Bon de Commande dont le modèle est fourni en Annexe 2.

4.2.2 Nombre de Prises

La première Commande doit porter sur un minimum de 5 Prises NetCity Infra. Les Commandes suivantes de Prises NetCity Infra peuvent être unitaires.

4.3 Durée

4.3.1 Durée de la Convention

La Convention prend effet à sa date de signature, et prend fin à l'expiration du dernier des Droits d'Usage consentis à la Collectivité au titre de la présente et en exécution des Bons de commande.

Dans le cas où la date de signature des Parties ne serait pas concomitante, le Contrat prend effet au jour où la dernière signature est apposée.

Les Commandes sont conclues pour une durée qui ne pourra dépasser le terme de la Convention.

La Convention étant conclue pour une durée déterminée, celle-ci n'est pas susceptible de résiliation anticipée, à l'exception des cas prévus dans le présent Contrat à l'Article 10.

4.3.2 Durée des Droits d'Usage Irrévocables

Pour chaque Liaison Optique faisant l'objet d'une Commande NetCity Infra par la Collectivité, la durée du Droit d'Usage conféré à la Collectivité est, de 20 ans.

Les achats en IRU ne font pas l'objet de tacite reconduction.

La durée du Droit d'Usage conféré est indiquée précisément au moment de la Commande, sur le bon de Commande concerné.

4.3.3 Conditions Suspensives et résolutoires de la commande NetCity Infra

Un Bon de Commande NetCity Infra ne vaudra commande définitive qu'à partir du moment où la ou les Liaisons optiques objets dudit Bon de Commande seront bien utilisées par les clients des offres NetCity Street ou NetCity Business.

5. ACCES A L'INFRASTRUCTURE FIBRE

Sauf autorisation expresse et préalable du Fournisseur, la Collectivité ne pourra pas intervenir sur les Infrastructures Fibre mises à disposition au titre de la présente Convention et ne devra, en aucune circonstance, perturber ou manipuler de quelque manière que ce soit ces Infrastructures Fibre.

6. NIVEAU D'ENGAGEMENT DE SERVICE

Le Fournisseur assure la maintenance des Liaisons Optiques souscrites dans le cadre de l'offre NetCity Infra. Les prestations de maintenance associées sont détaillées en Annexe 3.

7. DEPLACEMENT DE L'INFRASTRUCTURE

7.1 Déplacement de l'infrastructure du fait du Fournisseur

Le Fournisseur peut être amené à déplacer tout ou partie de l'Infrastructure permettant la mise à disposition de la Collectivité des Liaisons Optiques en application de la Convention :

- (i) Pour tout motif raisonnable lié à l'exploitation de l'Infrastructure,
- (ii) Pour se conformer aux lois et règlements en vigueur,
- (iii) Dans le cas où un tiers autorisé ordonne ou s'apprête à ordonner un tel déplacement (notamment par application des règles domaniales).

Le Fournisseur avertira le Client au moins trente (30) jours calendaires avant le déplacement, sauf impossibilité, afin d'organiser le déplacement des Liaisons Optiques du Client et proposer une solution de substitution acceptable par ce dernier à un coût qui fera l'objet d'un accord entre les Parties. Le Fournisseur s'engage :

- à ne pas interrompre de manière déraisonnable les services offerts par le Client grâce aux Liaisons Optiques objet de ces Conventions,
- à ce que le déplacement de l'Infrastructure n'entraîne pas une dégradation de leurs performances.

Si le Client accepte une telle solution de substitution et en dehors de toute faute commise par le Fournisseur, les frais occasionnés par cette solution seront également partagés entre les Parties (déplacement des Liaisons Optiques et construction de la Liaison de substitution), calculés au prorata du nombre de Liaisons Optiques à déplacer. Le Fournisseur fera ses meilleurs efforts pour obtenir de tout tiers autorisé ordonnant un déplacement de l'Infrastructure, la prise en charge des frais éventuels liés à l'opération.

Aucune indemnité de quelque nature que ce soit n'est due à la Collectivité dans l'hypothèse de la survenance des événements décrits ci-dessus. Néanmoins, le Fournisseur versera au Client une partie de l'indemnité éventuellement perçue de la part d'un

tiers en cas de retrait des Droits de Passage, calculée au prorata du nombre de Liaisons Optiques faisant l'objet d'un Service, présent sur la partie du Réseau ayant donné lieu au versement d'une indemnité. En tant que de besoin, les Parties signeront un avenant au présent Contrat formalisant leur accord sur le nouveau tracé.

7.2 Déplacement de l'infrastructure du fait de la Collectivité

Si l'intégralité des services de la Collectivité situés en un point ou dans un local dont la connectivité au Réseau est assurée via une Liaison Optique souscrite dans le cadre du Service (ci-après le Site Initial) sont déplacés vers un autre point ou local dont la connectivité au Réseau repose également sur la fourniture d'une Liaison Optique souscrite dans le cadre du Service (ci-après « le Nouveau Site »), le Droit d'Usage consenti par le Fournisseur à la Collectivité sur le Site Initial dans le cadre du Service NetCity Infra est transféré au bénéfice du Nouveau Site.

Le cas échéant, la Collectivité passe une Commande de modification pour le Nouveau Site en envoyant au Fournisseur un Bon de Commande dûment complété, daté et signé, sous le format présenté en Annexe 2 en précisant dans le corps de l'email ou du courrier auquel le Bon de Commande est joint que ce dernier a pour objet un changement de site.

Le prix du Droit d'Usage concerné et déjà acquitté au titre du Site Initial ne sera pas refacturé au titre du Nouveau Site

8. DISPOSITIONS FINANCIERES

8.1 Tarifs

La mise à disposition des Liaisons Optiques dans le cadre du Service s'inscrit dans le cadre du catalogue de services de la Collectivité et fait l'objet, à chaque Commande, du versement par la Collectivité au Fournisseur d'un prix forfaitaire non remboursable, correspondant au Droit d'Usage (IRU).

Les éléments tarifaires du Service sont indiqués en Annexe 1.

Les Parties conviennent expressément que le prix reflète le transfert des risques définis ci-dessus accepté et supporté par la Collectivité.

8.2 Passage de la version NetCity PM+ à la version NetCity NRO

Pendant la durée du Droit d'Usage consenti, la Collectivité a la possibilité de passer de la version d'offre NetCity PM+ à la version d'offre NetCity NRO pour un même PA. Les conditions de passage d'une version à l'autre seront établies par accord entre les Parties.

8.3 Conditions de facturation

Le Fournisseur émettra une facture qui devra être payée par la Collectivité, au plus tard trente (30) jours calendaires après la date de réception de la facture par la Collectivité.

La Collectivité effectue tous les paiements par virement bancaire sur le compte du Fournisseur.

Les coordonnées bancaires sont données dans le tableau ci-dessous :

Raison Sociale	Adresse	RIB
		IBAN :
		BIC :

Aucun escompte ne sera accordé en cas de paiement anticipé.

Les tarifs indiqués dans l'Annexe 1 et dans chaque Commande sont hors tout impôt, droit et taxe de quelque nature que ce soit, direct ou indirect, présent ou futur, qui pourrait être dû sur le prix des Commandes (à l'exception des droits de passage et redevances d'occupation qui sont à la charge exclusive du Fournisseur). La TVA sera facturée en sus au taux en vigueur à la date de facturation.

Les factures sont émises à la date de mise à disposition effective des Liaisons Optiques et en tout état de cause après levée des conditions de l'article 4.3.3, dans les conditions tarifaires définies en Annexe 1.

8.4 Evolutions tarifaires

Les conditions tarifaires présentées à l'Annexe 1 correspondent aux tarifs du catalogue de services en vigueur à la date de signature de la Convention.

La Collectivité est informée que le Fournisseur, de par son statut de délégataire de de Service Public, ne peut délivrer des services que dans le cadre de son Catalogue de Services. En conséquence, toute modification apportée au catalogue de services des offres NetCity Infra sera automatiquement répercutée dans le cadre de la présente Convention.

En cas de modification du catalogue de services, l'annexe 1 sera mise à jour par courrier recommandé avec accusé de réception envoyé par le Fournisseur à la Collectivité en précisant la date de prise d'effet des nouveaux tarifs. En tout état de cause, les modifications n'auront pas de portée rétroactive et ne s'appliqueront qu'aux nouvelles commandes de la Collectivité.

8.5 Retards de paiement

En cas de retard de paiement, de paiement partiel ou de non-paiement à l'expiration du délai de règlement, des pénalités sont dues par la Collectivité de plein droit après une mise en demeure préalable restée sans effet pendant un délai de trente (30) jours ouvrés et dans les modalités définies ci-après.

Les stipulations des Articles 8.5.1 et 8.5.2 ci-dessous sont cumulatives.

8.5.1 Intérêts de retard et indemnité pour frais de recouvrement

Le non-paiement dans les délais prévus à l'Article 10.2, total ou partiel, des sommes facturées donne lieu au versement d'une indemnité forfaitaire correspondant au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, majorés de huit (8) points de pourcentage. Ces intérêts commencent à courir, de plein droit, et après mise en demeure préalable restée sans effet pendant un délai de sept (7) jours ouvrés suivant la réception de ladite mise en demeure, dès le premier jour suivant la date d'échéance figurant sur la facture du montant non réglé jusqu'à son paiement intégral.

En sus, pour toute facture réglée en retard, la Collectivité se verra appliquer par facture une indemnité forfaitaire de compensation de frais de recouvrement de quarante euros (40 €).

8.5.2 Suspension – Résiliation des Droits d'Usage

Dès qu'une quelconque facture reste totalement ou partiellement impayée à l'issue du délai de trente (30) jours tel que défini à l'Article 8.4 la Collectivité recevra, par lettre recommandée avec demande d'acquiescement de réception, une mise en demeure de payer les sommes dues (ci-après la « Mise en Demeure »).

En cas de non-paiement par la Collectivité de la totalité des sommes dues dans les quinze (15) jours calendaires suivant réception de la Mise en Demeure, et dès lors que la Collectivité n'aurait pas informé le Fournisseur par courrier à compter de la Mise en Demeure de sa décision de non-paiement en raison d'une inexécution ou exécution défectueuse d'une de ses obligations par le Fournisseur ou d'un motif d'intérêt général, le Fournisseur se réserve le droit de suspendre de plein droit et sans autre formalité les Droits d'Usage dont bénéficie la Collectivité au titre de la présente Convention et objet de la Commande concernée.

A défaut pour la Collectivité de payer la totalité des sommes dues dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la suspension des Droits d'Usage concernés, le Fournisseur peut, conformément aux dispositions de l'Article 10, résilier de plein droit et avec effet immédiat le Droit d'Usage concerné aux torts exclusifs de la Collectivité qui en supporte toutes les conséquences.

8.6 Taxes

Les tarifs indiqués sont hors tout impôt, droit et taxe de quelque nature que ce soit, direct ou indirect, présent ou futur, qui pourrait être dû sur le prix de la Commande. La TVA sera facturée en sus au taux en vigueur à la date de facturation. Au cas où d'autres impôts, droits ou taxes seraient applicables, il sera procédé sur chaque facture aux ajustements nécessaires pour que le Fournisseur perçoive dans tous les cas l'intégralité des montants correspondants à ses tarifs.

Toute modification de la législation applicable, en particulier, aux conventions de délégation de service public ayant pour effet de faire supporter au Fournisseur des impôts, droits ou taxes autres ou d'un montant supérieur ceux existants à la date de signature de la Convention, entraînera un ajustement corrélatif des tarifs définis à la Convention. Cet ajustement ne s'appliquera qu'aux nouvelles commandes passées après le délai d'un mois à compter de la notification faite par le Fournisseur à la Collectivité, sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

9. SUSPENSION DU SERVICE

Le Fournisseur peut suspendre la fourniture du service dès lors que sont mis en péril le bon fonctionnement, la sécurité du réseau utilisé ou les équipements du Fournisseur en raison du non-respect par la Collectivité de ses obligations au titre de la présente Convention.

Le Fournisseur s'engage à informer la Collectivité préalablement à la suspension avec un délai raisonnable afin de permettre à la Collectivité de respecter ses obligations

10. RESILIATION

La Convention ne peut être résiliée qu'en cas de faute d'une des deux Parties.

Plus précisément, en cas de manquement grave de l'une des Parties dans l'exécution de ses obligations aux termes du Contrat, l'autre Partie sera habilitée à signifier à la Partie en défaut une mise en demeure exigeant qu'elle remédie à la situation en question dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la lettre recommandée. S'il n'y est pas remédié dans le délai imparti, l'autre Partie pourra mettre fin de plein droit à la Convention par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception. La date d'effet de la résiliation sera la date indiquée sur la seconde lettre recommandée, sans préjudice des dommages et intérêts auxquels la Partie non défaillante pourrait prétendre.

11. OBLIGATIONS DES PARTIES

Le Fournisseur s'engage auprès de la Collectivité à :

- (i) Lui mettre à disposition les Liaisons Optiques figurant dans la ou les Commandes ;
- (ii) Prendre en charge tout dommage survenant sur l'Infrastructure Fibre du Point de Livraison au PA dans la limite des stipulations de l'Article 13;
- (iii) Maintenir les Liaisons Optiques en bon état de fonctionnement.

La Collectivité s'engage auprès du Fournisseur à :

- (i) Ne pas utiliser les Liaisons Optiques mises à disposition dans le cadre du Service NetCity Infra à toute fin autre qu'aux fins de ses besoins propres ou de ceux de ses membres pour un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) ou d'un Syndicat Mixte ouvert en matière de communications électroniques et services connexes ;
- (ii) Respecter les procédures et instructions émises par le Fournisseur.

La Collectivité sera seule responsable de l'utilisation future des Liaisons Optiques mises à disposition dans le cadre du Service NetCity Infra. Elle ne les utilisera à aucune fin interdite par des lois applicables ni ne causera de perte ou de dommage, quels qu'ils soient, au Fournisseur. Elle s'assurera que les Liaisons Optiques mises à disposition dans le cadre du Service NetCity Infra ne sont pas utilisées à des fins impropres ou illicites.

La Collectivité convient d'indemniser le Fournisseur si celui-ci subit un préjudice résultant de l'usage qu'elle fera des Liaisons Optiques mises à disposition dans le cadre du Service dans les limites et conditions de l'article 13.2.

Le bon accomplissement des obligations du Fournisseur nécessite de la part de la Collectivité, qui s'y oblige pendant toute la durée de la Convention, le maintien d'un correspondant ayant notamment les capacités techniques d'identifier les incidents éventuels et de suivre les instructions techniques du Fournisseur.

La Collectivité reconnaît disposer de l'ensemble des autorisations légales, réglementaires ou administratives nécessaires à l'utilisation des Liaisons Optiques mises à disposition dans le cadre du Service.

12. FORCE MAJEURE

Les Parties ne seront pas responsables et ne sont tenues d'aucune obligation en réparation des dommages subis par l'une ou l'autre à l'occasion de tout événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté des Parties, à l'exclusion des difficultés financières, pouvant être interprétées par les juridictions administratives comme un cas de force majeure.

La survenance d'un cas de force majeure aura pour conséquence de suspendre l'exécution des obligations de la Partie affectée, et ce, pour toute la durée du cas de force majeure.

Chaque partie s'engage à notifier à l'autre dans les meilleurs délais la survenance du cas de force majeure.

Si un cas de Force Majeure empêche l'une des Parties d'exécuter une obligation essentielle au titre de la présente Convention pendant une période de plus de trente (30) jours, les Parties se rencontreront dans les plus brefs délais pour examiner la conduite

à tenir dans cette situation, chacune des Parties pouvant alors résilier la ou les Commande(s) concernée(s) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sans indemnité pour l'une ou l'autre Partie.

13. RESPONSABILITE

13.1 Responsabilité à l'égard des tiers

Chacune des Parties fera son affaire, chacune en ce qui la concerne, de toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle encourt vis-à-vis de tiers aux présentes, à raison de tous dommages corporels, matériels et/ou immatériels, trouvant leur origine ou causé par l'exécution, l'inexécution ou la mauvaise exécution de leurs obligations respectives qu'elles sont tenues d'assumer dans le cadre de la Convention.

13.2 Limitation de responsabilité

Au cas où la responsabilité de l'une des Parties serait engagée au titre de la Convention, celle-ci prend uniquement en charge les dommages matériels directs.

Chacune des Parties exclut expressément la réparation à quelque titre que ce soit des dommages immatériels qui résulteraient d'une inexécution de la Convention, tels que toute perte de chiffre d'affaires, de renommée ou de réputation, préjudice économique et autre perte de revenus, etc.

Si la responsabilité du Fournisseur ou de la Collectivité était retenue au titre de la présente Convention, le montant total des dommages et intérêts, tous dommages matériels confondus, que le Fournisseur pourrait être amené à verser en réparation du préjudice subi à la Collectivité :

- (i) Ne saurait en aucune façon excéder un montant égal à cent pour cent (100 %) du chiffre d'affaires annuel généré par les Droits d'Usage au titre de la Commande concernée,
- (ii) sera plafonné à cent mille euros (100 000 €),

et ce quel que soit le fondement juridique de la réclamation et la procédure employée pour la faire aboutir.

Il est convenu entre les Parties que le montant du chiffre d'affaires annuel généré par les Droits d'Usage au titre de la Commande correspond au chiffre d'affaires global de cette Commande lissé sur la durée du ou des Droit(s) d'Usage consenti au titre de cette Commande.

Si la responsabilité de la Collectivité était retenue au titre de la présente Convention Le montant total des dommages et intérêts, tous dommages matériels confondus, que la Collectivité pourrait être amené à verser en réparation du préjudice subi par l'autre Partie, sera plafonné à cent mille euros (100 000 €), et ce quel que soit le fondement juridique de la réclamation et la procédure employée pour la faire aboutir.

Chacune des Parties assume seule la responsabilité pleine et entière des relations qu'elle entretient avec tout tiers dans le cadre des contrats qu'elle passe avec eux et prend à sa charge exclusive l'ensemble des dommages qui peuvent en résulter. A cet égard, chaque Partie s'engage à traiter directement toute réclamation, recours ou action y afférent et à garantir l'autre Partie contre toute réclamation, recours ou action de quelque nature que ce soit intenté par les tiers précités.

14. ASSURANCES

Chaque Partie s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable les garanties Responsabilité Civile pendant toute la durée de la Convention, couvrant les risques associés à l'exécution de la Convention.

Chaque Partie fera son affaire de l'assurance de ses biens et de ses employés.

Sur requête, chaque Partie fournira à l'autre un certificat d'assurances, attestant de la souscription des garanties décrites ci-dessus.

Le cas échéant l'ensemble des obligations décrites ci-dessus s'imposent également aux sous-traitants de la Collectivité dans le cas de la réalisation des travaux de Desserte Interne.

15. CESSION – SUBSTITUTION

La Convention est conclue intuitu personae. Les droits et obligations résultant de la Convention ne pourront pas être cédés ou transférés par une Partie sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie, cet accord ne pouvant être refusé sans motif légitime.

Les cessions, transferts ou autres aliénations par l'une ou l'autre des Parties en violation du présent Article seront nuls et non avenus.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliqueront toutefois pas dans les cas suivants :

- en cas de transformation de la Collectivité, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), en un EPCI d'une autre nature englobant le périmètre actuel de l'EPCI (exemple : fusion d'un EPCI) ou de transfert de compétence vers une autre personne publique rendant nécessaire le transfert de la présente Convention ;
- extension ou réduction du périmètre actuel de la Collectivité EPCI (ajout ou retrait de communes).

16. REGLEMENT DES LITIGES

Les Parties conviennent que toute contestation intervenante entre elles relativement à l'interprétation, l'application ou l'exécution de la Convention pourra faire préalable, l'objet de démarches particulières afin d'aboutir à un règlement amiable.

Toutes les contestations qui pourraient s'élever entre la Collectivité et le Fournisseur au sujet de l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente seront soumises au Tribunal compétent.

La renonciation par une Partie à se prévaloir de tout manquement à la Convention par l'autre Partie, ne vaut pas renonciation à se prévaloir de tout manquement ultérieur, identique ou différent.

17. MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la Convention fera l'objet d'un avenant écrit et signé par un représentant habilité de chacune des Parties, sauf les modifications des conditions tarifaires dont les modalités sont précisées à l'article 8.4.

18. ELECTION DE DOMICILE - NOTIFICATION

La Collectivité et le Fournisseur élisent domicile aux adresses indiquées en tête des présentes.

Chaque notification, demande, certification ou communication signifiée ou faite au titre du Service dans le cadre de la présente Convention, se fera par écrit et sera remise en mains propres ou envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par transmission par voie électronique à l'adresse de la Partie concernée indiquée ci-après ou à toute autre adresse qui pourra être indiquée par écrit à l'autre Partie :

- Pour la Collectivité :
Nom & adresse postale de la Collectivité
- Pour le Fournisseur :
NATHD + adresse postale

Toute modification d'un élément d'une des coordonnées fera l'objet d'une notification dans les plus brefs délais.

A.....le

Liste des Annexes :

- Annexe 1 : Conditions Tarifaires de l'offre NetCity Infra
- Annexe 2 : Bon de Commande NetCity Infra
- Annexe 3 : Maintenance des liens optiques

Pour la Collectivité

Pour le Fournisseur